

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 116.2 de cette loi prévoit que le gouvernement accorde au bénéficiaire qui démontre avoir subi un préjudice une indemnité juste et équitable pour les dépenses d'infrastructures qui n'ont pas fait l'objet de subventions ou de crédits;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 116.2 de cette loi prescrit que cette indemnité est notamment établie sur la base de la valeur nette des infrastructures après amortissement et sur présentation de pièces justificatives et qu'elle peut être versée au bénéficiaire sous forme d'un montant forfaitaire ou d'un crédit lors de l'achat par le bénéficiaire de volumes de bois en application de sa garantie ou selon toute autre modalité déterminée par le gouvernement;

ATTENDU QUE les bénéficiaires de garantie d'approvisionnement mentionnés en annexe de la recommandation ministérielle ont réalisé des infrastructures pour la récolte de bois aux fins d'approvisionner une usine de transformation du bois dans le cadre d'un plan approuvé ou élaboré par le ministre;

ATTENDU QUE les aires forestières sur lesquelles reposaient certaines de ces infrastructures ont été intégrées dans des secteurs d'intervention dont les bois ont fait ou feront l'objet d'une vente sur le marché libre;

ATTENDU QUE, à la suite de cette intégration, les bénéficiaires mentionnés en annexe de la recommandation ministérielle ont démontré avoir subi, au cours de la période d'avril 2013 au 31 mars 2016, des préjudices pouvant donner droit à des indemnités pour un montant maximal de 797 452 \$;

ATTENDU QUE les dépenses d'infrastructures pour lesquelles les indemnités sont accordées n'ont pas fait l'objet de subventions ou de crédits;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs :

QUE le gouvernement autorise le versement d'une indemnisation aux bénéficiaires de garantie d'approvisionnement mentionnés en annexe de la recommandation ministérielle d'un montant maximal de 797 452 \$ pour l'ensemble de ces bénéficiaires.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

66910

Gouvernement du Québec

Décret 661-2017, 28 juin 2017

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 4 000 000 \$ au Conseil de l'industrie forestière du Québec au cours des exercices financiers 2017-2018 à 2020-2021

ATTENDU QUE lors du Forum Innovation Bois, tenu le 31 octobre 2016, le Chantier Panneaux, composé d'une quinzaine de représentants des gouvernements, des partenaires de recherche et de l'industrie, a reconnu que l'innovation est un incontournable pour assurer la prospérité de l'industrie des produits forestiers et a identifié comme prioritaire le soutien aux centres de recherche pour assurer un leadership en recherche et développement et pour favoriser le développement de produits innovants;

ATTENDU QUE, lors du Discours sur le budget du 28 mars 2017, le gouvernement du Québec a dévoilé le Plan économique du Québec comportant le financement d'une nouvelle plateforme de développement de panneaux et de bois d'ingénierie composites qui vise à positionner l'industrie québécoise des panneaux à l'avant-plan des entreprises innovantes en matière de développement de produits, d'applications, de procédés et de marchés;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 15 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25.2), le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs peut, pour l'exercice de ses fonctions, accorder des subventions;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs à octroyer une subvention maximale de 4 000 000 \$ au Conseil de l'industrie forestière du Québec, au cours des exercices financiers 2017-2018 à 2020-2021, pour l'implantation d'une plateforme d'innovation pour soutenir et pour accélérer le développement d'une nouvelle génération de panneaux et de bois d'ingénierie composites, le tout aux termes d'une convention à intervenir;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs :

QUE le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs soit autorisé à octroyer une subvention maximale de 4 000 000 \$ au Conseil de l'industrie forestière du Québec, au cours des exercices financiers 2017-2018 à 2020-2021, pour l'implantation d'une plateforme d'innovation pour soutenir et pour accélérer le développement d'une nouvelle génération de panneaux et de bois d'ingénierie composites, le tout aux termes d'une convention à intervenir et dont le texte sera substantiellement conforme au texte du projet de convention joint à la recommandation ministérielle.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

66911

Gouvernement du Québec

Décret 663-2017, 28 juin 2017

CONCERNANT l'autorisation de verser à la Commission des services juridiques une subvention pour l'exercice financier 2017-2018 et une avance pour l'exercice financier 2018-2019

ATTENDU QUE la Commission des services juridiques, constituée en vertu de l'article 11 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques (chapitre A-14), est un organisme extrabudgétaire subventionné;

ATTENDU QU 'il y a lieu de verser à la Commission des services juridiques, pour l'exercice financier 2017-2018, une subvention d'un montant n'excédant pas 177 746 000 \$;

ATTENDU QUE le décret n^o 484-2016 du 8 juin 2016 autorisait le versement à la Commission des services juridiques, au début de l'exercice financier 2017-2018, d'une subvention à titre d'avance sur la subvention à lui être octroyée pour cet exercice financier, correspondant à 25 % de la subvention totale autorisée pour l'exercice financier 2016-2017, et qu'une somme de 45 688 150 \$ a été versée à ce titre;

ATTENDU QU 'il y a lieu d'autoriser le versement à la Commission des services juridiques d'une seconde tranche de la subvention à lui être versée pour l'exercice financier 2017-2018, d'un montant de 132 057 850 \$, portant ainsi la subvention totale autorisée pour cet exercice financier à 177 746 000 \$;

ATTENDU QUE, pour pourvoir à ses obligations, il est nécessaire que la Commission des services juridiques dispose, dès le début de l'exercice financier 2018-2019, d'une avance d'un montant de 44 436 500 \$ sur la subvention à lui être versée pour cet exercice financier, correspondant à 25 % de la subvention totale autorisée pour l'exercice financier 2017-2018;

ATTENDU QUE le paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) prévoit que tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Justice :

QUE la ministre de la Justice soit autorisée à verser à la Commission des services juridiques, pour l'exercice financier 2017-2018, une seconde tranche de la subvention à lui être versée pour l'exercice financier 2017-2018, d'un montant de 132 057 850 \$, portant ainsi la subvention totale autorisée pour cet exercice financier à 177 746 000 \$;

QUE la ministre de la Justice soit autorisée à verser à la Commission des services juridiques, dès le début de l'exercice financier 2018-2019, une avance d'un montant de 44 436 500 \$ sur la subvention à lui être versée pour cet exercice financier, correspondant à 25 % de la subvention totale autorisée pour l'exercice financier 2017-2018.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

66912

Gouvernement du Québec

Décret 664-2017, 28 juin 2017

CONCERNANT la désignation de juges coordonnateurs de la Cour du Québec

ATTENDU QU'en vertu des articles 103 et 104 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16), le juge en chef de la Cour du Québec désigne parmi les juges de la Cour, avec l'approbation du gouvernement, dix juges coordonnateurs et, de la même manière, détermine la durée de leur mandat qui est d'au plus trois ans, lequel peut être renouvelé;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 685-2016 du 6 juillet 2016, la désignation par la juge en chef de madame la juge Dominique Slater à titre de juge coordonnatrice a été approuvée par le gouvernement, que son mandat se termine le 30 juin 2017 et qu'il y a lieu, conformément à la demande de la juge en chef, d'approuver son remplacement;